

Les ressources en eau de la Tunisie sont limitées et se dégradent de plus en plus alors que la demande ne cesse d'augmenter. C'est ce qu'a affirmé jeudi à Tunis le directeur général des ressources en eau au ministère de l'Agriculture, Khalil Bahri.

Intervenant au cours de la consultation nationale sur l'objectif eau dans les Objectifs du développement durable (ODD) des Nations unies, le responsable a noté que cette dégradation devient de plus en plus apparente dont la hausse de la teneur en sel des nappes phréatique et l'assèchement au niveau de certaines zones.

Il a rappelé dans ce sens que l'Etat a entrepris des projets en matière d'économie d'eau dont la subvention de 60% des équipements d'économie d'eau, le diagnostic des canalisations de l'eau potable pour éviter les fuites et l'utilisation dans certains périmètres irrigués de l'eau saumâtre pour certaines agricultures.

François Brikké, chargé de Réseaux senior à Global Water Partnership (GWP), a souligné que l'objectif des consultations nationales est d'obtenir l'avis de 30 pays clés sur l'agenda de développement post 2015 pour l'eau et le développement durable.

Il s'agit également, d'influencer le dialogue politique pour assurer que l'eau ne soit pas négligée dans le futur agenda de développement. L'eau est au cœur de l'adaptation aux changements climatiques, la croissance de la demande, de la pollution et des risques de la concurrence dans ce domaine. Une telle situation présente une menace mondiale pour la santé et le bien-être humain ainsi que pour l'intégrité des écosystèmes, a-t-il dit.

Il a fait remarquer que 5 domaines prioritaires devraient être pris en considération à savoir l'accès universel à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène, l'amélioration de la qualité de l'eau, du service et de l'utilisation, le développement durable des ressources en eau et l'augmentation des bénéfices.

Autres priorités, la gouvernance solide et efficace de l'eau avec des institutions et des systèmes administratifs plus efficaces, l'amélioration de la qualité de l'eau et de la gestion des eaux usées et la réduction des risques de catastrophes liées à l'eau pour protéger les groupes vulnérables

et minimiser les pertes économiques.

Le secrétaire d'Etat au Développement durable, Mounir Majdoub, a souligné que cette consultation s'inscrit dans le cadre de la préparation de l'assemblée générale des Nations Unies prévue en septembre 2014.

Cette instance adoptera des recommandations en matière des objectifs de développement durable, lesquels constituent une continuation et en même temps une nouvelle façon de voir et de repenser les objectifs du millénaire pour l'année 2015.

Il s'agit également d'œuvrer à intégrer les différentes dimensions de l'activité humaine dans les milieux naturel et social (répartition équitable des ressources et la garantie d'une vie digne pour l'être humain).

Pour ce membre du gouvernement, il est nécessaire de repenser et revoir la façon de gérer l'eau via la révision des modes de production et de consommation outre le recours à de nouvelles alternatives pour renforcer l'offre à l'instar du dessalement de l'eau de la mer.

Par ailleurs, la consultation est menée par le ministère de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du développement durable, en collaboration avec l'organisation ONU-Eau.

- Source : webmanagercenter.com